



COMMUNIQUE FINAL DE LA REUNION MENSUELLE DES PRESIDENTS ET RAPPORTEURS DES SOUS-COMMISSIONS DE LA CNDHL DU 26 SEPTEMBRE 2018 A YAOUNDE

Le 26 septembre 2018, le Dr. Chemuta Divine BANDA, Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL), a tenu à l'immeuble siège de l'institution à Yaoundé, la réunion mensuelle des Présidents et Rapporteurs des Sous-commissions de travail de la CNDHL.

Les participants ont exprimé leur préoccupation quant à la recrudescence de la violence attribuée aux groupes dissidents et armés qui sévissent dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette violence se manifeste par des enlèvements, des assassinats et meurtres des populations civiles, de certaines autorités et des éléments des Forces de défense et de sécurité ainsi que par la destruction des biens collectifs et individuels.

Ils n'ont pas manqué de relever les activités criminelles des groupes opportunistes qui pillent les biens et kidnappent des personnes en vue d'obtenir d'eux de fortes rançons. Ils ont également pointé du doigt les exactions et exécutions sommaires et extrajudiciaires imputables à des personnes qui opèrent en tenue militaire dans ces Régions.

Fort de ces constats qui emportent nombreuses violations des droits de l'homme, les participants invitent les rebelles et les autres groupes armés à déposer les armes, à respecter la vie humaine et tous les autres droits mis en péril (alimentation, santé, éducation, développement, environnement, paix...).

Les participants qui ont d'entrée de jeu relevé que la réunion se tient dans un contexte marqué par le début de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, ont émis le vœu de voir cette élection se dérouler dans la concorde et la paix. Dans cet ordre d'idées, ils appellent les Forces de défense et de sécurité à continuer à faire montre de professionnalisme pour sécuriser les opérations de vote avant, pendant et après l'élection.

Au-delà, ils interpellent toutes les parties prenantes à œuvrer pour la fin des hostilités par la mise en place urgente d'une véritable plate-forme de dialogue inclusif et profond.

En évoquant la situation dans la Région de l'Extrême-Nord toujours en proie à des attaques du groupe terroriste *Boko Haram*, les participants se sont félicités de la reprise des activités socioéconomiques, notamment la réouverture de nombreuses écoles naguère fermées.

En tout état de cause, la CNDHL reste ouverte à recevoir toutes requêtes relatives aux allégations de violation des droits de l'homme en rapport avec le processus électoral à travers ses contacts usuels : BP 20317 Yaoundé, Tel : (+237) 222 22 61 17, cnhdhl@iccnet.cm/cnhdhlcndhl@yahoo.com.

Fait à Yaoundé, le 03 OCT 2018

